

APPEL A PROJETS ESSAIMAGE

« PLATEFORMES REGIONALES DE LA MOBILITE INTERNATIONALE DES JEUNES »

JURY : MODE D'EMPLOI

I. Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

L'expérimentation est une innovation de politique sociale initiée dans un premier temps à une échelle limitée, compte tenu des incertitudes existantes sur ses effets, et mise en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ), créé en 2009, met l'expérimentation au service des politiques de jeunesse. Il a pour objet de favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il finance des actions innovantes répondant aux besoins des jeunes.

Dès leur conception, ces expérimentations associent la structure porteuse d'un projet original à un évaluateur externe, afin de pouvoir apporter la preuve de la réussite d'un nouveau programme avant son éventuelle extension.

Dans le cadre de l'appel à projets « Plateformes Régionales de la Mobilité Internationale des jeunes », la méthodologie a été adaptée. Le présent appel à projets s'inscrit dans une logique d'essaimage, et par conséquent, les projets sélectionnés par le jury, ne feront pas l'objet d'évaluation.

Les jurys ont pour but de procéder à un examen de chaque projet afin d'en apprécier l'intérêt.

II. L'appel à projets : «Plateformes Régionales de la Mobilité Internationale des jeunes »

1) Contexte

La nécessité d'une meilleure gouvernance à l'échelle régionale a été mise en avant lors du Comité interministériel de la jeunesse du 21 février 2013. Ainsi la mesure 10.2 (ex 32) du plan priorité jeunesse s'attache tout particulièrement à « coordonner les acteurs pour faciliter l'accès aux programmes », précisant que des comités régionaux de la mobilité européenne et internationale des jeunes seront mises en place et coordonnées par les Préfets de région (Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale) et par les Conseils régionaux, en coopération avec le Recteur, les collectivités territoriales et la société civile (y compris les jeunes eux-mêmes et le monde de l'entreprise).

Dans toutes les régions de France métropolitaine et d'Outre-mer, ces Comités régionaux de la mobilité européenne et internationale doivent être installés pour mieux coordonner les acteurs. Ce sont des instances stratégiques et politiques de pilotage régional des actions de mobilité sur le territoire, placés sous la co-présidence des Préfets de région (animation par les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale-DRJSCS) en lien avec les Recteurs et des Présidents de Conseils régionaux.

Par ailleurs, la mise en œuvre du nouveau programme européen Erasmus+ 2014-2020 dont le budget est en augmentation de 40%, les autres dispositifs et programmes pilotés par les opérateurs de la mobilité (Office franco-allemand pour la jeunesse -OFAJ, Office franco-québécois pour la jeunesse -OFQJ, Volontariats internationaux...) et les dispositifs régionaux ou locaux constituent autant de sources de financement pour les projets de mobilité des jeunes qu'il convient de mobiliser.

Pour appuyer la mise en œuvre des orientations stratégiques du Comité régional de la mobilité européenne et internationale des jeunes, il sera mis en place, par région, une Plateforme de la mobilité, objet du présent appel à projet d'essaimage.

2) Reprise des enseignements des précédents appels à projets du FEJ sur la mobilité internationale

Le FEJ a soutenu 17 expérimentations en matière de mobilité internationale des jeunes, 14 issues d'un premier appel à projets portant sur la mobilité des jeunes ayant le moins d'opportunité, 3 autres réalisées dans le cadre d'un appel à projets spécifique aux territoires des Outre-mer.

La mise en œuvre de ces projets et les évaluations réalisées ont permis de tirer nombre d'enseignements¹ constituant une base de travail dans une logique d'essaimage.

- Des enseignements sur la gouvernance : le niveau régional apparaît comme le plus pertinent pour permettre une réelle coordination de tous les acteurs concernés par la mobilité internationale ; les niveaux infra associés aux actions mises en œuvre permettent de toucher un maximum de jeunes aux profils différenciés ; la coordination des différents champs de la mobilité internationale (éducation non-formelle, formelle, formation professionnelle) permet aux jeunes de construire de véritables parcours de mobilité ;
- Des enseignements sur l'accompagnement des jeunes : un accompagnement spécifique en fonction du profil des jeunes est nécessaire ; une sensibilisation à la mobilité internationale des encadrants de jeunesse (animateurs, enseignants, éducateurs) permet un meilleur accompagnement des jeunes ;
- De nouveaux approfondissements possibles : la communication entre pairs, par exemple, est une réelle plus-value dans le rayonnement des expériences de mobilité auprès des jeunes, tout particulièrement ceux qui en sont le plus éloignés.

Les évaluations ont permis par ailleurs d'analyser plus finement les conditions de fonctionnement de partenariats efficaces pour élargir et rendre visible l'offre de mobilité à l'échelle régionale.

Les enseignements des expérimentations ainsi menées devront être pris en compte par les candidats dans le cadre du présent appel à projets qui a vocation à essaimer les meilleures pratiques.

3) Objectifs de l'appel à projets d'essaimage

Le présent appel à projets vise à accroître le nombre de jeunes effectuant une mobilité européenne ou internationale et à diversifier leur profil en soutenant la coordination des acteurs de la mobilité européenne et internationale des jeunes au niveau des territoires formalisée par le Comité régional de la mobilité. .

Il s'agira, par la mise en œuvre de projets nouveaux et en s'appuyant sur un diagnostic précis et partagé entre les acteurs, de créer des outils facilitant une meilleure articulation des intervenants et de développer des actions en direction des encadrants de jeunesse et des jeunes et y compris ceux les plus éloignés de la mobilité européenne et internationale.

4) Axes d'intervention et caractéristiques des projets attendus

La coordination, des champs de l'éducation formelle, non formelle, de la formation professionnelle, des acteurs et des opérateurs de la mobilité (acteurs internationaux, européens, nationaux, services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, universités, associations...) constitue une responsabilité institutionnelle de l'Etat et des Conseils régionaux. Le projet de plateformes constitue un outil au service de cette coordination.

En conséquence, dans le cadre de cet appel à projet, les porteurs devront en amont établir les partenariats nécessaires et en aval constituer et animer un comité de pilotage qui associe systématiquement un représentant de la DRJSCS, des Directions départementales interministérielles (DDI) concernées, du Rectorat et du Conseil régional. Ce comité aura vocation à suivre les actions mises en place, à s'assurer de la conformité de celles-ci avec le cadre initial, à produire des données et des analyses, afin d'en permettre la capitalisation et valider le cas échéant les ajustements qui pourraient être apportés. De même, il fixera les objectifs de suivi et les attendus spécifiques du projet en rapport avec les politiques territoriales et la stratégie concernant la mobilité européenne et internationale dans chaque région.

Le comité régional de la mobilité européenne et internationale quant à lui, dans le cadre de son propre suivi, pourra demander au porteur de projet tout indicateur, élément ou donnée qu'il jugera nécessaire.

Les projets devront :

- regrouper un maximum d'acteurs concernés pour accroître et promouvoir la mobilité européenne et internationale des jeunes ;
- mettre en place une coordination régionale ;
- définir un processus de gouvernance intégrant l'Etat et la Région.

Plus précisément, les projets de plateformes devront inscrire leurs actions dans les trois axes suivants :

¹ Une [synthèse](#) a été publiée sur le site du FEJ présentant les résultats des expérimentations en matière de mobilité internationale des jeunes.

- Mieux informer les jeunes, les encadrants de jeunesse et les responsables ou élus de structures pouvant bénéficier des dispositifs de mobilité européenne et internationale ;
- Mieux former les encadrants de jeunesse ;
- Mieux accompagner les jeunes vers et dans la mobilité européenne et internationale.

Les projets de plateformes peuvent prendre en compte un ou plusieurs de ces axes. Dans le cas où les trois axes sont présents, un échelonnement des actions sur la durée du projet peut être envisagé sous réserve de sa justification par le porteur de projet

Il ne s'agit pas par ailleurs de concurrencer les plateformes déjà existantes sur les territoires, mais de créer un nouvel outil complémentaire ou pouvant les renforcer.

III. La procédure de sélection des projets candidats,

Organismes éligibles:

Sur l'ensemble des régions y compris les territoires des Outre-mer, l'appel à projets est ouvert à tout acteur de la mobilité européenne et internationale, membre du comité régional de la mobilité internationale. Les porteurs de projets pourront être des associations, des universités, des collectivités territoriales, etc ...

Dans le cas où le comité régional est en cours d'installation, il conviendra d'inscrire en son sein les organisations membres de la plateforme régionale de mobilité.

Sont éligibles, les organismes habilités à percevoir des financements publics.

Publics visés :

Les actions pourront concerner :

- les jeunes ;
- les publics travaillant avec les jeunes (animateurs, enseignants, éducateurs) ;
- les partenaires intervenant dans le champ de la mobilité européenne et internationale.

Partenariats :

- Tous les champs d'intervention de la mobilité européenne et internationale doivent être représentés : éducation formelle et non-formelle, formation professionnelle ;
- Les partenaires peuvent être de différente nature : associations, administrations, établissements d'enseignement, ...
- Le niveau régional doit être privilégié tout en impliquant les territoires de proximité : quartiers, villes, pays, intercommunalités.

Fonctionnement du jury de sélection

L'organisation et l'animation de ce jury sont assurées par la Mission d'Animation du FEJ (MAFEJ) et la Mission de la Coopération Européenne et Internationale (MCEI).

La sélection des projets sera opérée par un jury national réuni par le FEJ et composé de spécialistes de la thématique, représentant institutionnels et opérateurs de la mobilité.

Le jury de sélection des projets a pour mission d'analyser sur le fond la qualité de la réponse apportée par le projet à la problématique soulevée dans l'appel à projets.

Il doit procéder à une sélection des meilleurs dossiers en se basant sur trois critères fondamentaux :

- 1- **Présence d'objectifs spécifiques, mesurables et atteignables :**
Cette définition des objectifs est indispensable pour que le jury apprécie la pertinence du projet..
- 2- **Originalité et valeur ajoutée des réponses apportées au regard des actions déjà existantes sur le territoire :**
*La valeur ajoutée du projet est jugée par rapport à l'activité habituelle de la structure : il ne s'agit pas de compenser des baisses de financement de fonctionnement pour des associations ou organismes publics.
Les projets doivent venir en parallèle et en complément de tous les dispositifs déjà en place et doivent présenter une plus value et une forte dimension innovante. Ils peuvent également consister à infléchir ou améliorer très significativement les dispositifs existants. A ce titre, la qualité des*

partenariats et la bonne coordination entre les différents acteurs concernés par la problématique seront particulièrement appréciés dans la sélection des projets.

3- Qualité de la construction du projet.

Méthodologie rigoureuse, modalités opérationnelles explicites, ancrage territorial, partenariats institutionnels, capacité financière, ciblage des publics et/ou prise en compte de tous les jeunes y compris ceux en situation de handicap, etc.

Pour pouvoir être sélectionnés, les projets devront remplir les trois critères énoncés.

Par ailleurs, le jury prendra connaissance de l'avis rendu par la Direction Régionale Jeunesse Sports et Cohésion Sociale (DRJSCS) sur le projet.

Les projets financés dans le cadre de cet appel à projets dureront **au plus 2 ans**.

Modalités pratiques de participation au jury

1) En amont du jury : téléchargement, lecture et analyse des projets d'expérimentation

Il sera demandé à **chaque membre du jury de sélection d'être le rapporteur de projets** qui lui seront désignés par numéro. Il procèdera à leur analyse approfondie, afin d'en évaluer la pertinence, et donnera un avis motivé le jour du jury. Chaque dossier fera l'objet **d'une double lecture par deux rapporteurs**.

Chaque juré sera donc :

- Rapporteur principal de 2 projets : Le juré référent présentera le dossier le jour du jury avec son avis motivé.
- Second lecteur de 2 projets : Le juré référent donnera un second avis après la présentation du rapporteur principal.

Merci à vous de remplir la grille d'analyse pour chacun des x projets, que vous en soyez rapporteur principal ou second lecteur afin d'objectiver les avis.

➔ Les jurés pourront **accéder aux projets déposés, ainsi qu'à tous les documents nécessaires pour préparer le jury** en se connectant sur l'extranet du FEJ : <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/>

➔ **Au plus tard le 27 mai 2015 à midi**, les jurés déposent sur le site extranet les grilles d'analyse renseignées et adressent un autre exemplaire par mail à la Mission d'Animation du FEJ à l'adresse suivante : fonds-jeunes@jeunesse-sports.gouv.fr

2) Le jour du jury

Le jury se tiendra le 29 mai 2015 à Paris (l'adresse exacte vous sera communiquée ultérieurement).

Lors du jury, après présentation des projets et discussion, les rapporteurs :

- **émettront une appréciation sur les projets qui auront attiré leur attention,**
- **présenteront une liste d'expérimentations à retenir, en précisant un montant de subvention proposé.**

Le Conseil de Gestion, organe décisionnaire du fonds, présidé par le Ministre en charge de la jeunesse, décidera *in fine* des expérimentations retenues et arrêtera le montant des subventions attribuées.

<u>Règle de confidentialité</u> : En tant que membre du jury, il vous est demandé de garder la confidentialité sur les expertises et appréciations des projets.

<u>Règle de conflit d'intérêts</u> : Lorsqu'un membre du jury est partie prenante d'un projet d'expérimentation examiné, il devra en faire état et ne pas prendre part aux débats.
--

La MAFEJ prendra en compte cet aspect, en répartissant les dossiers de candidature aux rapporteurs (qui devront signaler le cas échéant un conflit d'intérêt qui n'aurait pas été identifié).
--

IV - Un espace dédié aux membres des jurys sur l'extranet

Les jurés pourront accéder à tous les documents nécessaires pour préparer les jurys en se connectant sur l'Extranet du site <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/>

L'accès à l'extranet se fait en cliquant sur la page « accès à l'extranet du FEJ » qui apparaît sur la droite sous la rubrique « services ». Il vous faut ensuite cliquer sur « se connecter à l'extranet » en haut à droite de la page et indiquer les codes d'accès suivants :

Identifiant : JURYAPPFRMI Mot de passe : APPFRMI2015

→ Dans l'espace « **consulter un projet** », chaque juré pourra **télécharger les dossiers** de tous les projets déposés et en premier lieu ceux pour lesquels il est rapporteur. Les projets apparaissent en sélectionnant dans la liste des appels à projets « Lutte contre les violences faites aux femmes dans les Outre-mer » - candidature EXPE, ensuite en indiquant le numéro de projets.

→ Dans l'espace « **boîte à outils** », les jurés pourront obtenir le **modèle de grille d'analyse**. Ce modèle pourra être téléchargé sur votre ordinateur afin d'être complété pour chaque dossier de candidature examiné par le rapporteur. Vous trouverez également la liste d'attribution des dossiers par rapporteur.

→ Dans l'espace « **déposer une grille d'analyse** », les jurés pourront **déposer** sur le site extranet **la grille remplie**.

Une fois remplie, la fiche devra être sauvegardée en '.doc' de la manière suivante : APPFRMI_XX(numéro de dossier)_YY(vos initiales) puis déposée en ligne sur le site extranet.

Après un dépôt en ligne, vous verrez apparaître la mention « la grille d'analyse a bien été déposée ». Une fois déposée, vous ne pouvez plus accéder au document déposé en ligne.

VI. Défraiement

Afin de pouvoir prendre en charge les frais de déplacement (tarif économique) et d'hébergement le cas échéant, conservez vos titres de transport et transmettez-les, accompagnés d'un RIB, à l'adresse suivante :

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
DJEPVA/ Bureau A1/ MAFEJ – 95, avenue de France 75650 PARIS CEDEX 13